

VISITE DE GEORGE MITCHELL À ALGER

L'objectif, les intérêts et la marge

Dans le cadre de sa tournée diplomatique dans les régions du Maghreb et du Proche-Orient, l'envoyé spécial américain pour le Proche-Orient, George John Mitchell, était avant-hier l'hôte de l'Algérie. Reçu en audience par le président Bouteflika, réélu le 9 avril pour un troisième mandat consécutif, le diplomate américain a sollicité l'implication algérienne dans le plan américain de paix pour le Proche-Orient.

Sofiane Aït-Iflis - Alger (Le Soir) - Il semble que sur ce chapitre de la coopération diplomatique, Alger et Washington n'ont pas quelques déphasages à corriger. Du moins, l'envoyé spécial américain pour le Proche-Orient s'est montré rasséréné par la teneur de l'entretien qu'il a eu avec le président Bouteflika.

Il a, en effet, affirmé, au sortir de l'audience que lui a accordée le président Bouteflika, avoir eu des discussions «très intéressantes», «très sincères» et «complètes». Mais toujours

est-il que l'entente n'est pas si parfaite que cela, et qu'il faille pour Alger et Washington approfondir les discussions.

C'est, en tout cas, ce que laisse déduire l'invitation faite par le président Bouteflika au diplomate américain d'y revenir ultérieurement.

Une invitation qu'il a déclaré avoir acceptée. «J'espère que nous allons travailler davantage ensemble afin de faire aboutir le processus de paix dans la région», a-t-il souhaité, confiant, en outre,

que «nous sommes d'accord sur les objectifs à atteindre. Nous sommes convaincus que la tâche ne sera pas facile».

L'administration Obama, notons-le, affiche une volonté de revenir des errements guerriers de l'administration Bush et que, ce faisant, privilégie l'approche diplomatique dans la résolution des conflits régionaux, en tête desquels le problème israélo-palestinien.

Les Américains travaillent à une solution négociée qui, s'il advient, aboutirait à l'instauration de deux Etats palestinien et israélien prospérant dans un bon voisinage. Le géné-

rique est tentant. Reste juste à savoir quelle mécanique les Américains comptent-ils mettre en branle pour parvenir à cette paix.

C'est en somme la configuration des deux Etats palestinien et israélien qui pourrait alimenter les hésitations des pays de la région acquis, pour la majorité, à la cause palestinienne. C'est cet aspect de la question qui, peut-être, vaudra une supplémentaire escale algéroise à George John Mitchell. Certainement d'autres questions aussi.

La coopération bilatérale notamment que les Américains ne comptent pas négliger, surtout que,

au niveau du Vieux Continent, Paris fait toujours les yeux doux à Alger. En témoignent les félicitations précipitées de Nicolas Sarkozy à Bouteflika qui venait d'être reconduit dans ses fonctions présidentielles. Ceci pendant que le département américain s'est déclaré préoccupé par les dénonciations de fraude émises indistinctement par les partis de l'opposition et des adversaires de Bouteflika dans la course à la magistrature suprême. George John Mitchell à Alger n'a pas fait cas, du moins publiquement, de félicitations de Barack Obama à Abdelaziz Bouteflika. Est-ce à com-

prendre que les Américains ne sont pas départis de «leurs préoccupations» au sujet de la fraude électorale ? Peut-être.

Cependant, cette «pré-occupation» n'aura pas d'effet sur la coopération aléagro-américaine, comme l'avait souligné le porte-parole d'Etat américain qui eut à en faire cas.

Les Américains se sont forgés dans la realpolitik qui leur dicte de toujours mettre en avant l'intérêt égoïste ou partagé. Ils n'ont pas besoin comme les Français de forcer sur les amabilités, puisque l'histoire de leur relation avec l'Algérie n'est pas surchargée de passion.

S. A. I.

LE PARTI SOCIALISTE DES TRAVAILLEURS (PST)
REVIENT SUR LE SCRUTIN PRÉSIDENTIEL

«Pour un programme politique alternatif»

Le Parti socialiste des travailleurs (PST) de Chawki Salhi a décidé de joindre sa voix à celles des partis de l'opposition démocratique qui a pris conscience au lendemain du scrutin présidentiel du 9 avril passé de la nécessité d'unir ses efforts pour combattre un régime politique autoritaire et rentier.

Lyès Menacer – Alger (Le Soir) – Le PST, qui s'exprime au sujet de la dernière mascarade électorale, a estimé, dans un communiqué rendu public, qu'«il faut agir pour structurer le mécontentement massif autour d'un programme politique alternatif. Il faut construire un mouvement politique démocratique et antilibéral au service des aspirations des masses populaires.»

Chawki Salhi, qui donne une leçon de culture politique autour du thème des

élections, ajoute que «mal réélu, c'est avec une légitimité entachée que Bouteflika devra faire face à une société qui ne s'est pas résignée, une société qui parle librement de la mascarade, une société dont les protestations sociales ont continué jusqu'au scrutin et ont repris sans attendre la proclamation officielle des résultats peu crédibles».

Pour le PST, qui a boycotté la présidentielle du 9 avril dernier, la campagne électorale qui a été menée

pour la reconduction de Abdelaziz Bouteflika à la tête de l'Etat était «trop tapageuse» au point qu'elle s'était révélée «contreproductive».

Cet état de fait se révèle, selon Chawki Salhi, à travers «cette indifférence manifeste des masses à la campagne tapageuse de Bouteflika».

A partir d'un tel constat, le secrétaire général du Parti socialiste des travailleurs croit que «la combativité sociale qui ne se dément pas offre l'occasion à un nouveau départ.»

Le PST pense aussi que l'obtention de la majorité écrasante des voix par Bouteflika «a aggravé la défaite des autres concurrents», mais ceci ne va pas jusqu'à accréditer un taux de participation et un score

en faveur d'un président qu'il qualifie de «mal réélu». Le communiqué ajoute qu'«en dépit de ses contradictions, il y a eu un effet, dans l'opinion, de Louisa Hanoune. Cela indique que le discours antilibéral intéresse les masses.» Le SG du PST indique, par ailleurs, que le taux de participation à l'élection présidentielle ne peut pas atteindre, au mieux, les taux de participation aux élections législatives et communales.

«La campagne d'intimidation a permis d'éviter l'absence totale des électeurs comme au référendum de septembre 2005, mais le vote pour les papiers est resté limité», peut-on encore lire dans ledit document.

L. M.

L'INDICATION DE LOT SUPPRIMÉE POUR CERTAINS
PRODUITS ALIMENTAIRES

À qui profite cette décision ?

Les denrées alimentaires altérables dont la durabilité minimale est égale ou inférieure à trois mois sont soumises à une nouvelle réglementation en matière d'étiquetage.

Rosa Mansouri - Alger (Le Soir) - Le ministère du Commerce a publié, le 25 mars dernier, un arrêté ministériel où il dispense les producteurs de cette catégorie de produits de l'indication du numéro de lot, sur l'étiquetage, les obligeant, par ailleurs, à garder la mention du jour et du mois de fabrication et aussi de péremption.

Dans une note d'information, le département du Commerce a expliqué cette mesure par «les contraintes rencontrées par les opérateurs économiques concernés en matière d'étiquetage de certaines denrées alimentaires rapidement altérables».

La traçabilité des produits est ainsi reléguée au second plan, mettant les

producteurs à l'abri des responsabilités qui leur incombent, en cas de danger sur le consommateur. Le département de Djaâboub ne précise pas, non plus, les produits concernés directement par cette nouvelle disposition.

Selon des informations recueillies, les dérivés du lait, les poissons et les viandes blanches seraient concernés par cet arrêté. Certains producteurs de lait nous ont affirmé, hier, qu'ils ne sont pas touchés, sachant que le lot, à leur niveau, est celui de la journée.

L'on croit savoir que ce sont les producteurs de yaourt qui ont suscité cette nouvelle règle, en justifiant le non-étiquetage de la date de fabrication de leurs produits par le manque d'espace sur l'emballage, jugé très petit pour contenir toutes les informations. Cette anomalie a, cependant, conduit à des dérapages de la part de certains producteurs qui ne respectent pas l'étiquetage.

Le ministère du Commerce avance un autre argument, en signalant que cet arrêté est intervenu «dans le cadre du processus d'harmonisation de la réglementation nationale par rapport aux normes et procédures internationales».

Le Codex alimentaire, qui est la norme qui s'applique à l'étiquetage de toutes les denrées alimentaires, ne fait, cependant, aucune référence à la suspension de l'indication du numéro du lot, qui, au contraire, est un signal fiable de la traçabilité des produits.

Au lieu d'obliger les producteurs des dérivés du lait à concentrer leurs efforts sur le respect des normes de la qualité, de conservation et de livraison, le ministère du Commerce les a dispensés d'une importante indication sécuritaire, à l'approche même de la saison des grandes chaleurs où les foyers d'intoxications sont très répandus.

R. M.

LE PRÉSIDENT
DE L'ASSOCIATION DES
OULÉMA À LA CHAÎNE I :

«Le peuple algérien vit
une situation inédite
dans l'histoire»

Au cours de son passage à l'émission Tahaoulat de la Chaîne I, le président d'honneur de l'Association des ouléma a exprimé des réalités amères. M. Amar Matatla n'a pas manqué d'afficher son pessimisme quant à l'avenir du rôle des ouléma.

Le conférencier a soutenu que l'Association des ouléma a commencé à enregistrer son déclin depuis que ses membres se sont mis à courir après les postes de responsabilité, que cela soit pour des raisons financières ou de notoriété.

Interrogé sur le gel des activités de l'Association des ouléma entre 1962 et 1992, l'invité de la Chaîne I a assuré qu'à cette époque, il y avait un complot contre l'association. De même qu'au cours de la guerre de Libération nationale, beaucoup de ouléma ont été tués par l'armée française, ce qui a aussi participé à sa faiblesse.

Le docteur Amar Matatla a, par ailleurs, été interrogé sur le rôle de l'Association des ouléma, lors de la décennie difficile. L'orateur a reconnu que les ouléma d'Algérie ont une responsabilité dans la division du peuple. Beaucoup de choses auront pu être évitées s'il y avait eu une action qui permettait au peuple de respecter ses racines et ses valeurs.

A propos du détournement des jeunes de leur histoire, l'invité de la radio a regretté cet état de fait. Pour lui, l'Association des ouléma est incapable de faire des choses que ce soit dans l'immédiat ou à l'avenir.

A la question de savoir s'il va y avoir du changement, le président de l'Association des ouléma a souligné que si le peuple algérien redevenait comme il l'était avant, l'association des ouléma peut redevenir comme elle était.

Le D^r Matatla a soutenu que la situation actuelle que vit le peuple algérien est inédite dans l'histoire de l'Algérie. Les harraga, l'écèlement de la cellule familiale, la déperdition des valeurs, la violence etc. sont des phénomènes nouveaux.

Le président d'honneur de l'Association des ouléma a terminé son intervention en adressant un message aux jeunes Algériens : «N'oubliez jamais que vous êtes des musulmans et que l'Algérie est votre patrie. Soyez comme vos aïeux.»

Le D^r Matatla a enfin précisé qu'un peuple qui n'est pas reconnaissant envers ce que Dieu lui a offert finira par démeriter la bénédiction. Dieu lui infligera des catastrophes naturelles et autres.

N. M.